

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 597 - 24 février 1994 - Prix 2,50 F

La vie du
parti
(Page 2)

Cantonales
nos 29
candidats
(Page 3)

Cantonales
Vie et
perspectives
des cantons

La manif
pour l'école
(Pages 4, 5, 6)

Les ARNO

Halte aux
coupures
EDF
(Page 7)

Culture

Infos
(Page 8)

RIEN N'EST POSSIBLE SANS VOTRE INTERVENTION

Des marins-pêcheurs aux hospitaliers, des salariés du port aux PTT, de Chantelle, d'EDF-GDF, des ARNO, monte le mécontentement, parfois la révolte, devant les coups portés par la politique de BALLADUR, qui applique avec cynisme le traité de Maastricht et défend les intérêts du grand patronat.

La révolte est bien la partie visible de l'iceberg. L'immense courant de sympathie témoigne de la compréhension des gens devant les luttes engagées contre les orientations néfastes du gouvernement.

De plus en plus, notre peuple dans sa diversité vit des difficultés et des souffrances et s'interroge face à l'insolence des profits financiers.

La question posée avec force par le Parti Communiste sur ce que sont devenus les 80 milliards donnés aux entreprises, est bien au cœur des préoccupations de millions de gens. Nous percevons que quelque chose mûrit et l'expérience vécue par les hommes et les femmes de ce pays peut servir de point d'appui pour modifier le rapport de forces dans notre pays.

La question posée aujourd'hui est : comment donner un prolongement politique aux exigences sociales ?

Nous tirons deux leçons de l'expérience passée :

- Il n'y a pas d'issue politique favorable au peuple qui puisse se faire sans lui, sans son contrôle permanent sur les choix politiques,

- L'assurance de la mise en œuvre d'une politique de justice, de progrès par la gauche pluraliste, passe par le renforcement de l'influence de sa composante communiste.

Ce renforcement nécessaire pour mettre en échec la politique de la droite ne pourra se faire sans que d'autres que les communistes, agissent pour faire du Parti Communiste ce qu'ils en attendent, une force politique à leur service, permettant les changements urgents.

Permettre au débat d'exister, à la démocratie de s'épanouir, au peuple d'intervenir, font partie de la volonté novatrice du Parti Communiste Français.

Le Parti Communiste Français est en effet un outil au service des gens, il entend apporter sa réflexion et développer un large dialogue sur toutes les questions qui touchent leur vie.

C'est dans cet esprit que les communistes vont se tourner vers les centaines de milliers d'électeurs et d'électrices de notre département à l'occasion des élections cantonales afin de les inviter à agir sans attendre contre la droite pour s'opposer à la politique BALLADUR.

Le nombre de voix communistes soulignera la volonté d'exiger des choix conformes aux besoins populaires pour une nouvelle construction politique de progrès.



par
Michel RICA
secrétaire fédéral

DIX MOIS D'ANTI SOCIAL

Face à la politique de
Balladur, d'exclusion, de
soumission au profit,

...ÇA BOUGE

Les luttes grandissent,
le Gouvernement a déjà
dû reculer.

OUVRONS UNE ALTERNATIVE

par une nouvelle construction
politique de progrès



19 février, Nantes - Rassemblement unitaire
de milliers de parents, d'enseignants, pour
l'école publique

LE CANTON DE MACHECOUL

Faire vivre au plus près des gens
le 28^e congrès du Parti Communiste Français :
un souci dans le département

Point de vue

par
Yann Vince

Après leur 28^e Congrès, les communistes sont engagés dans la campagne des élections cantonales. Cette échéance politique doit être l'occasion pour les adhérents et les cellules du P.C.F. de « libérer toutes les capacités créatrices de leur parti » comme y appelait récemment dans l'Humanité, Robert HUE.

Aller de l'avant avec audace, faire apprécier par des milliers de gens en Loire-Atlantique (sympathisants, électeurs communistes, anciens adhérents) en quoi ce parti sorti renouvelé, changé, de son Congrès, peut représenter pour eux un outil dans l'opposition à la politique de Balladur, dans la reconstruction d'une perspective à gauche : telle est l'ambition que nous nous assignons.

Lenjeu politique du renforcement de l'influence communiste appelle les communistes à beaucoup d'esprit d'initiative. Il leur faut ainsi développer une activité politique à la hauteur de leur ambition. Multiplier les initiatives de rencontre, déployer notre expression politique dans tout le département pour gagner au vote communiste : cela nécessite des moyens humains, matériels et financiers.

« **A**ucun changement ne peut s'effectuer en faveur du peuple s'il n'est pas l'œuvre du peuple lui-même » avons-nous dit au 28^e Congrès. De la même façon, le financement de l'activité du P.C.F. ne peut être le fait que de ceux qui soutiennent son développement : communistes, sympathisants Parti Communiste, ses militants, en tirent les conséquences pour eux-mêmes, leurs activités, le besoin de construire un rassemblement capable d'imposer un changement de politique, un changement de société, une nouvelle construction politique.

« **A**ussi les organisations du P.C.F. (sections cellules) et ses militants ont-ils une grande responsabilité : celle de financer la campagne électorale du parti qui veut aider les gens à s'opposer aux mauvais coups, à se rassembler pour imposer d'autres choix.

Il n'est pas 36 moyens de le faire. Cela s'organise. Dans la préparation de l'assemblée populaire de la cellule, lors de la visite des gens pour obtenir leur appel à voter communiste, munissons les communistes, tous les communistes d'un bulletin de souscription. Du nombre de gens rencontrés, du nombre de versements effectués à la souscription, dépendent les moyens de développement de l'expression du PCF donc de la poursuite de sa remontée électorale.

Amis lecteurs des « Nouvelles », vous aussi vous pouvez être porteurs de cette démarche. Aider le PCF dans son activité pour son renforcement, c'est s'aider à construire l'outil politique dont des millions de Françaises et de Français ont besoin pour protester, contester, construire un projet nouveau.

IL AVAIT ADHÉRÉ EN 1920



Notre camarade Emile Hureau, nous a quittés.

Il aurait eu 100 ans l'année prochaine comme le syndicat dans lequel il milita depuis sa prime jeunesse : la C.G.T.

Emile naît dans une famille ouvrière à Saint Jean de Boisseau le 29 septembre 1895.

A 14 ans, il rentre comme apprenti forgeron à l'Arsenal d'Indret. Très rapidement, il rejoint le combat du pacifiste Jaurès et adhère au jeune Parti Socialiste Unifié à la veille de la guerre de 1914.

Malgré une santé qui l'exemptait de mobilisation, il est rapidement plongé dans le conflit par son travail. Son activité pacifiste le fait révoquer de l'Arsenal en Juin 1916.

Le jeune militant confronté au reniement des dirigeants socialistes, face au conflit, regarde avec sympathie la Révolution pacifiste Russe de 1917 qui déclare la paix au monde.

Aussi, sans hésitation, au congrès de Tours, il suit la majorité qui fonde le Parti Communiste Français.

C'est à Basse Indre qu'il rencontre Madeleine qui sera sa compagne pendant 65 ans.

Notre camarade est de tous les combats, lutte antifasciste, front Populaire. C'est ainsi qu'en 1940, il est dans les premiers à rejoindre la résistance dès le mois de juillet avec Marcel Paul.

Il est arrêté en 1941, interné à Châteaubriant jusqu'en 1942.

Les années n'ont jamais émoussé sa détermination. Jusqu'à son dernier jour, il a su garder son idéal d'homme communiste en refusant et luttant contre l'injustice, contre tous les crimes, qu'ils s'appellent : chômage, guerre, famine.

Oui, Emile, tu as très tôt pressenti que le capitalisme ne peut être l'avenir du monde et tu as été de ceux qui ont forgé cet outil qui le remet fondamentalement en cause : le Parti Communiste Français.

Merci, Camarade

INFOS-BREVES

Châteaubriant

Lors de l'assemblée populaire qui s'est tenue le 5 février, les 20 participants ont contribué à une riche et dynamique discussion sur l'importance du Parti Communiste pour les gens.

Cette discussion était aidée par une préparation active de l'initiative qui avait abouti à la participation de 3 personnes non adhérentes au P.C.F. Une adhésion était réalisée à l'issue de cette assemblée, une autre à la suite. Depuis le début de l'année, les cellules de Châteaubriant comptent maintenant 3 adhérents supplémentaires.

Nantes Breil Malville

Autour d'un repas, maintenant traditionnel, la cellule du Breil Malville, organisait le dimanche 13 février, en présence de Gilles Bontemps, son assemblée populaire. Les 25 participants ont débattu des problèmes d'actualité. Catherine Gravoille, candidate aux élections cantonales dans le 6^e canton de Nantes, a insisté sur les raisons du vote communiste le 20 mars. 4 adhésions au Parti concluaient une intéressante initiative de la cellule.

Trignac - Corté

Préparée sur le terrain, la cellule de Corté, tenait elle aussi, ce week-end, son Assemblée Populaire. Intéressante participation, puisque 24 participants, dont 8 non communistes, étaient venus dialoguer au lendemain du 28^e congrès sur la situation dans notre pays et les ambitions du Parti Communiste de dégager avec les gens de nouvelles perspectives. C'est également un riche débat qui amenait 4 participants à prendre leur carte au Parti Communiste.

Orvault

A l'heure où s'ouvraient les J.O. de Lillehammer, la cellule d'Orvault tenait son Assemblée Populaire. Réflexion fournie des 8 participants autour des questions relatives au 28^e congrès. Ce qui a changé, le rôle de l'adhérent, la place de la cellule. Une participante qui avait quitté le Parti, il y a des années, donnait son sentiment, sa satisfaction aux orientations du congrès. Elle décidait de ventiler les documents autour d'elle, en s'interrogeant positivement sur la nécessité de reprendre sa carte, car disait-elle « Je m'y retrouve parfaitement ».

Nantes Dervallières

19 participants à l'initiative de la cellule, ont discuté en présence de Michel Rica, samedi 12 février. Fort de l'initiative sur les questions de réhabilitation des logements qui permis à 280 locataires des 320 appartements de signer la pétition du P.C.F., la réflexion allait bon train sur l'utilité du Parti, sa place dans la cité.

Savenay

Un buffet froid a réuni samedi 12 février en soirée, 22 personnes à l'initiative de la cellule locale du Parti Communiste. Une nouvelle fois la discussion a permis de débattre de ce que les gens ont dans la tête. La situation, le chômage, les gâchis, le 28^e congrès. 4 des 6 personnes présentes, qui n'étaient pas au Parti Communiste, ont décidé à l'issue de l'Assemblée Populaire, de prendre leur carte. Un « sympathisant de toujours » confiait à la fin de la soirée « cette fois, oui je prends ma carte, car je pense qu'il y a beaucoup à faire avec le Parti Communiste Français ».

20 MARS 94

Les candidats du Parti Communiste Français présents dans tous les cantons

Le vote communiste sera l'expression la plus résolue d'opposition à la politique du gouvernement Balladur, un moyen d'agir contre elle et de préparer l'avenir.

Le Croisic - Pierre Leberche, 54 ans, enseignant maire de Batz-sur-Mer.

Saint-Nazaire Centre - Gérard Rastel, 52 ans, électricien.

Guérande - René Berthe, 45 ans, professeur lycée.

Montoir - Jean-Louis Lecorre, 56 ans, ajusteur, maire de Trignac.

Pontchâteau - Marc Justy, 51 ans, ajusteur, maire de Saint-Joachim.

Saint-Nicolas-de-Redon - Fernand Breton, 57 ans, retraité.

Saint-Gildas-des-Bois - Yannick Cheneau, 45 ans, ajusteur.

Châteaubriant - André Gauthier, 62 ans, retraité équipement, adjoint maire Châteaubriant.

Saint-Julien-de-Vouvantes - Michel Robert, 59 ans, retraité.

Moisson-la-Rivière - Roland Feuvrais, 42 ans, instituteur.

Saint-Mars-la-Jaille - Claire Jouatte, 55 ans, retraitée.

Nozay - Jean-Pierre Lamorette, 42 ans, infirmier.

Ligné - Véronique Raitière, 33 ans, employée.

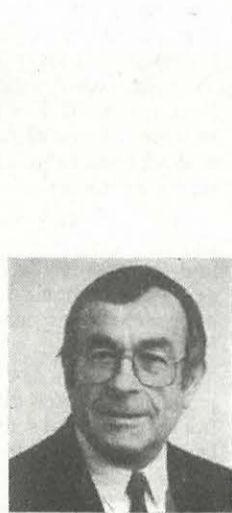
La Chapelle-sur-Erdre - Bernard Roquet, 38 ans, métallurgiste.

Saint-Herblain - Serge Plissonneau, 45 ans, chaudronnier, conseiller municipal, Saint-Herblain.

Vallet - Yves Ardil, 39 ans, électro-mécanicien.

Vertou Vignoble - Jacques Rousseau, 58 ans, cadre supérieur, conseiller municipal, Basse-Goulaine.

Rezé - Jacques Guilbaud, 53 ans, employé commerce, adjoint Rezé.



LE BERCHE Pierre
Le Croisic



RASTEL Gérard
Saint-Nazaire



LE CORRE Jean-Louis
Montoir



MORINIÈRE Dominique
Nantes 4



CHEVALIER Christiane
Nantes 10



GAUTHIER André
Châteaubriant



GUILBAUD Jacques
Rezé



CONSTANT Claude
Nantes 2

Nantes 2 - Claude Constant, 45 ans, technicien France Télécom, adjoint à la mairie de Nantes.

Nantes 4 - Dominique Morinière, 41 ans, conseillère d'orientation.

Nantes 6 - Catherine Gravoille, 42 ans, directrice maternelle.

Nantes 8 - Gaston Auffret, 56 ans, ajusteur, conseiller municipal, Nantes.

Nantes 10 - Christiane Chevalier, 54 ans, retraitée, adjointe Saint-Sébastien.

Bouaye - Gérard Guérin, 50 ans, technicien Télécom, conseiller municipal Rezé.

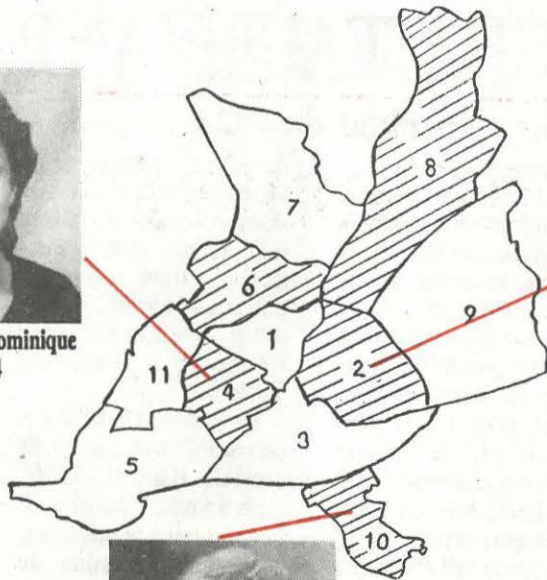
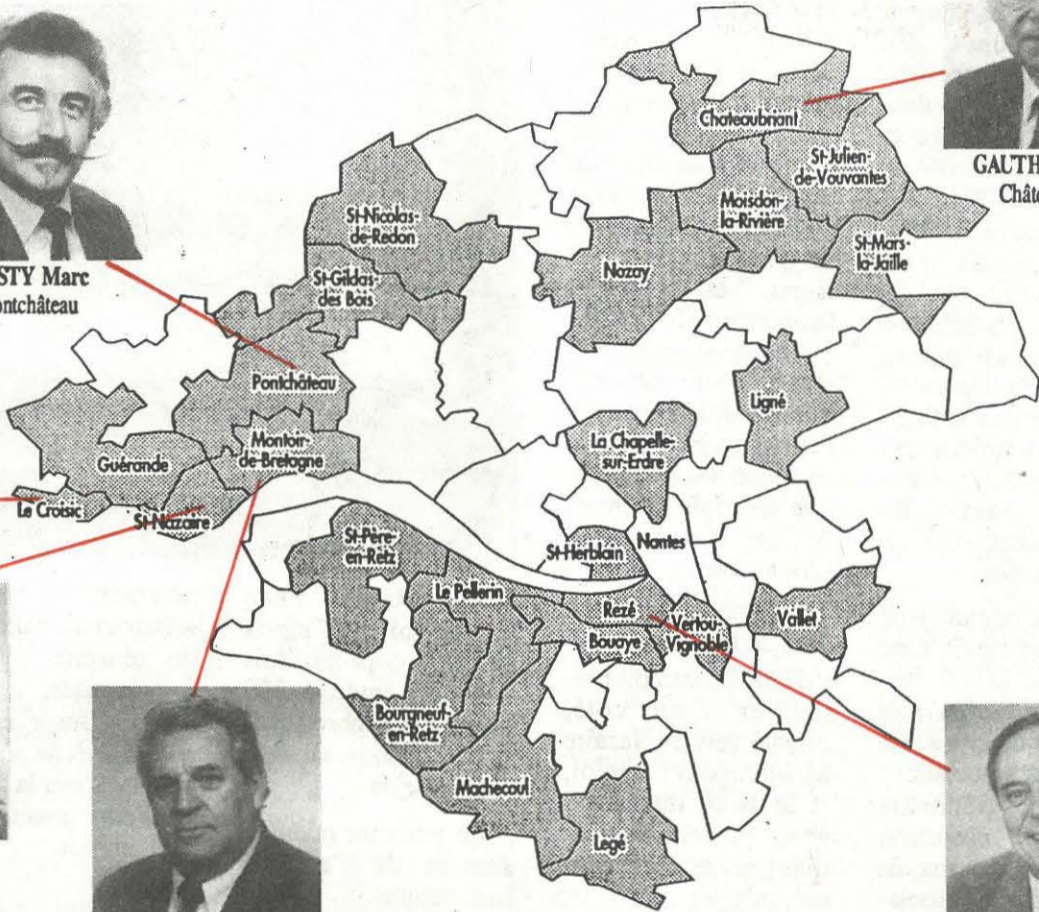
Le Pellerin - Gilles Ledrou, 40 ans, informaticien.

Saint-Père-en-Retz - Christian Arnaud, 45 ans, ouvrier bâtiment.

Bourgneuf - Paul Léger, 70 ans, retraité.

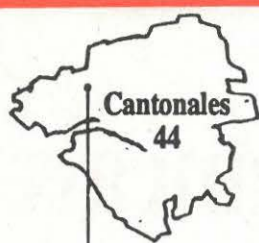
Machecoul - Roland Jeaningros, 36 ans, éducateur.

Legé - René Bihoré, 42 ans, métallurgiste, conseiller municipal, Bouguenais.



Le Conseil Général :

59 élus qui interviennent dans votre vie quotidienne



Pontchâteau

Pontchâteau, un canton bien particulier avec le parc régional de Brière.

Marc Justy, Maire de Saint-Joachim candidat du Parti Communiste Français est un élu municipal depuis 1971 et Maire depuis 1983 ; très attaché à sa commune, son canton, il n'est pas dans son caractère de rester neutre face à la casse industrielle, au chômage et aux problèmes propres à ce canton. En effet, les hommes et les femmes du marais, c'est bien connu, ont du caractère ; les Briérons n'en ont pas moins, l'histoire l'a démontré. Pour préserver les vastes zones humides, qui couvrent toute la dépression du bassin du Buvet, les actions n'ont pas manqué.

Le parc régional de Brière est une zone humide de 15.000 hectares qui joue un rôle d'écrêteur de crues. En Brières les associations d'usagers, pêcheurs chasseurs, éleveurs, coupeurs de roseaux, de promenades, association de marais, serrenforcent. Les avis sont

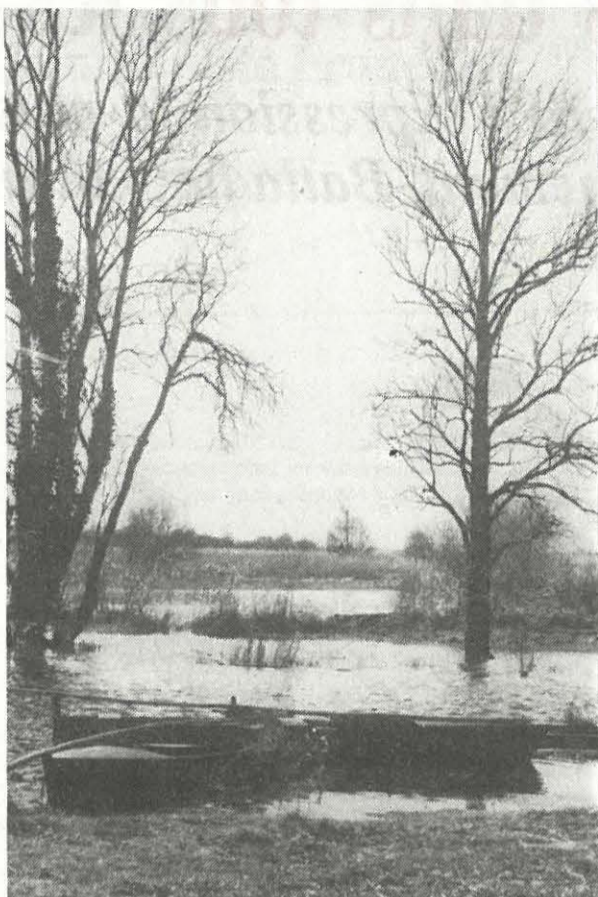
souvent différents, divergeants voire opposés. Le ton est souvent passionnel, Vu de l'extérieur, mais quelle richesse aussi et quels hommes ! c'est la défense du milieu naturel qui doit y gagner.

A St Joachim, sur 30 km de canaux chalandiers et fossés depuis 1991, c'est près de 15 km qui ont été nettoyés à la satisfaction des pêcheurs, mais aussi de tous les usagers. C'est un effort qui devrait servir d'exemple ; un seul regret, il est dû au seul financement de la commune, sans la participation des autres collectivités. Alors protéger l'environnement, cela implique une participation active des citoyens de nos communes à l'entreprise.

En Brière, ça avance dans le bon sens.

Donc un canton particulier d'un côté, orienté vers St Nazaire Montoir pour l'emploi, et le Nord du canton avec Pontchâteau et trois grosses entreprises industrielles : Pouillet électronique environ 300 salariés avec les

PONTCHATEAU



intérimaires, Peau Douce qui a été repris par le groupe Suédois Mōliche environ 250 salariés et Sanbrou chariot élévateur environ 200 salariés.

Là aussi un ralentissement de l'activité industrielle. On peut donc parler d'un potentiel intéres-

sant mais un secteur qui a besoin de volonté et de ténacité pour se redynamiser.

Marc Justy en tant qu'élu est de tous les combats pour la défense de l'environnement et de l'emploi.

Pour lui, protéger l'environnement ne signifie pas réduire les activités économiques mais au contraire impulser un nouveau type de croissance, une activité agricole respectueuse des équilibres écologiques. C'est le sens de sa candidature pour le 20 mars.

UN LYCÉE A PONTCHATEAU

Les enfants de Pontchâteau, à la sortie du collège doivent se rendre au lycée en dehors de l'agglomération. A plus de 50 % ils choisissent Redon qui semble présenter des structures d'accueil plus en rapport avec le tempérament des gens du canton que celui de St-Nazaire. En dehors des problèmes de transports, coût, fatigue cette situation pose un problème bien spécifique.

Après la terminale pour ceux qui ont la possibilité de poursuivre l'Université le choix se fixe souvent sur Nantes, mais là il leur est retourné : vous avez fait vos études à Redon allez à l'université de Rennes.

Quand ils s'adressent à Rennes c'est le couplet inverse : vous êtes du canton de Pontchâteau Loire-Atlantique vous dépendrez de Nantes.

Ainsi en dehors de tous les problèmes auxquels est confrontée la jeunesse actuelle à la sortie de l'école, le nombre insuffisant d'établissements scolaires en rajoute.

Ce canton a des atouts importants, au niveau de l'emploi sur la région de Pontchâteau qui pourrait être un pôle agro-alimentaire,

ouvert à de nombreuses activités avec la Brière.

Un lycée de proximité à dimension humaine est une nécessité en dehors du rôle formateur de l'école c'est un moyen social unique d'attirer des jeunes couples, de fixer la population.

La présence d'un lycée permet à la jeunesse de rester sur sa commune et participe ainsi à la prévention de la délinquance et des dérapages de toutes sortes.

L'économie de déplacement en dehors des nuisances engendrées à la collectivité améliore la qualité de la vie et influe sur les résultats.

Cela fait partie de la lutte contre la désertification des zones rurales qui est un des aspects de ce canton.

Ça rentre aussi dans le cadre des exigences exprimées le 16 janvier au niveau national et à nouveau le 19 février au niveau départemental.

Mettre en œuvre un programme de construction, de rénovation et d'équipement des locaux scolaires et universitaires en ayant pour objectif de répondre aux besoins en corrigeant les déséquilibres actuels, par l'établissement d'une nouvelle carte scolaire.

LE DROIT DE CHASSE MENACÉ

La Brière est une région de chasse et de pêche. Après avoir gagné la bataille contre la loi concernant la pêche aux engins qui permet à la Brière de garder sa spécificité, c'est aujourd'hui la chasse qui est menacée avec le rapport Raffin (Député Vert français).

Au Parlement Européen 100 députés parmi lesquels le groupe « coalition des gauches » (auxquels participent les élus communistes) ont

obtenu un débat au cours duquel est intervenue Sylvie Meyer (PCF) ; débat qui a permis d'écartier le règlement communautaire.

Mais la résolution même amendée contient de nombreuses ambiguïtés. C'est pour cela que les communistes ne l'ont pas votée. Marc Justy tenant compte de la particularité du canton avec les élus communistes et républicains a toujours défendu la chasse populaire.

CANTON DE CHATEAUBRIANT

André Gauthier : candidat du P.C.F.

N.L.A. : André Gauthier, ce canton a d'énormes difficultés, qu'en pensez-vous ?

André Gauthier : C'est en effet un canton rural composé en gros de 4 communes, sa vocation agricole est représentée tant par les communes de Ruffigné et St Aubin les Châteaux, que par l'activité industrielle de Chateaubriant, lié à l'agriculture avec la Société Huard machinisme agricole et Provost Bois (meubles), un autre atout (la fonderie F.M.G.C. entretien de matériel ferroviaire. Actuellement nous constatons une baisse de population : 7 % entre 82 et 90 avec une pointe de 8,8 %

à Chateaubriant.

Nous subissons de plein fouet les effets désastreux de la politique gouvernementale soutenue par le Conseil Général avec la mise en application de Maastricht et du Gatt, les entreprises ferment. Sans oublier qu'au niveau communication, le canton subit un enclavement très préjudiciable à son développement, tant en ce qui concerne le rail (c'était un important nœud ferroviaire), qu'en ce qui concerne le réseau routier.

Face à cela, le candidat communiste que je suis, est le seul à s'opposer véritablement à cette politique d'abandon. Je suis persuadé qu'avec les gens

du canton, il est possible de modifier les orientations et au lieu de laisser faire, laisser mourir, mettre en œuvre une autre politique basée sur le développement des richesses et activités existantes.

Le Conseil Général a le pouvoir d'influer de façon sensible dans les différents domaines concernés, c'est lui qui a la responsabilité de la gestion du patrimoine routier, et depuis la loi du 2 Mars 82, la possibilité d'intervenir pour favoriser le développement économique.

Donc pas de fatalité dans la situation actuelle.

CANTON DE MACHECOUL

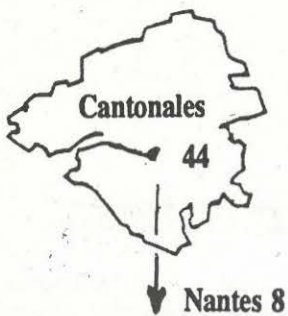
11 000 habitants, près de 8 000 électeurs répartis dans 6 communes rurales, le Canton de MACHECOUL n'est certes pas le plus important du Département, mais il est un de ceux dont l'activité principale est l'agriculture. C'est dire que les difficultés économiques de ce secteur ne sont pas sans conséquences graves pour les gens qui voudraient pouvoir vivre de la terre.

L'impossibilité pour les

jeunes de s'installer, la désertification des campagnes : tout cela est ici une dure réalité. Et ce n'est pas la politique agricole européenne, les agriculteurs l'ont vu avec le GATT qui est de nature à rassurer des habitants qui par ailleurs voient l'emploi se raréfier : après la disparition de Bidermn, les menaces à Micmo ou les craintes sur le devenir de l'hôpital de Macheoul, c'est l'avenir même

de leur petit pays à deux pas de l'une des plus grandes réserves naturelles de France, le lac de Grandlieu, qui est en jeu.

Aussi le vote pour le candidat communiste, Roland JEAANNIN-GROS, donne-t-il tout son sens à la démarche du P.C.F. : ne pas vouloir faire dire aux gens ce qu'ils ne veulent pas dire mais pouvoir se saisir de l'outil qui leur est proposé pour se faire entendre.



NANTES 8 - DE LA HALUCHÈRE A CARQUEFOU

CANDIDAT : Gaston AUFFRET,
Conseiller municipal communiste de Nantes.

Nous lui avons posé 3 questions :
NLA : Le parti communiste a progressé dans le canton, à quoi l'attribuez ?

G. AUFFRET : Le renforcement du Parti s'est fait en particulier à partir des problèmes ressentis au niveau de l'avenir incertain des entreprises, que ce soit Rockwell (ancien département machines à imprimer de Creusot Loire), B.T.T. (Batignolles Technologies Thermique) repris par les allemands, Saunier Duval qui est en diminution d'effectifs. La CPIO à Carquefou éclate en 7 sociétés reprises par un groupe anglais, ce qui remet en cause la représentativité des organisations syndicales. Face à ces problèmes de l'emploi, la politique de rassemblement des communistes qui remet en cause de façon fondamentale celle de casse industrielle et d'abandon du grand patronat et du gouvernement, a été bien ressentie par les travailleurs qui les ont toujours trou-



vés à leurs côtés dans les luttes apportant leur soutien, leur réflexion, leurs propositions.

Dans un secteur où les entreprises passent sous contrôle de groupes étrangers, l'utilisation des fonds publics est d'actualité. C'est tout cet ensemble qui nous a acquis la confiance des travailleurs et entraîné la progression du parti. Bien sûr il y a d'autres problèmes qui se posent, comme le logement.

NLA : Certains quartiers ont connu la réhabilitation

G. AUFFRET : Oui le quartier du Ranzay qui dépend de la Nantaise

d'HLM a été réhabilité, là encore nous avons fait signer des pétitions pour protester contre le principe d'augmentation lié à cette opération. En réalité, la réhabilitation peut se diviser en deux parties : - une remise aux normes qui correspond à une obligation de sécurité et qui pour nous ne peut être à la charge des locataires. - quelques travaux de peinture qui nous semblent faire partie d'un entretien payé avec chaque loyer.

Malgré les pétitions, nous n'avons pas réussi à empêcher l'augmentation importante (jusqu'à 72 %) que cela a entraîné.

Mais nous ne baissons pas les bras et nous sommes à la disposition des habitants pour agir. Au niveau des besoins du canton, le Conseil général devrait financer une salle pour les jeunes. Cela répondrait au besoin d'expression culturelle.

A la Haluchère une piscine est en construction.

Pour nous, chacun de ces problèmes doit être traité en concertation avec les habitants pour qu'ils aient la possibilité d'intervenir sur ces choix qui sont liés au budget et entraînent souvent des hausses d'impôts.

NLA : Justement 1993 a vu une augmentation de 10 % des impôts locaux et pour 94 vous avez décidé de voter une augmentation de 4 à 5 %.

G. AUFFRET : C'est une question de fond, le vote du budget est l'acte majeur de la vie municipale. Il faut donc situer les choses dans leur contexte.

Premièrement, nous avons été élus par les Nantaises et les Nantais sur la base d'un programme pour le développement de

la cité et pour entreprendre des actions qui répondant aux besoins de la population dans des domaines tels que le logement, la santé, l'éducation.

Donc un budget oui, mais pour quoi faire, voilà le premier élément. Nous ne sommes pas pour diminuer les services rendus à la population.

Deuxièmement, les électeurs par leur vote ont déterminé un rapport de force qui a élu au conseil municipal 7 conseillers communistes. Ce n'est pas assez pour décider la politique budgétaire. Néanmoins nous nous félicitons que nos actions aient été prises en compte dans l'élaboration du budget 94 qui voit la pression fiscale diminuer.

Troisièmement, nous ne jugeons pas ce résultat satisfaisant, nous pensons que d'autres choix en matière de fiscalité locales sont possibles.

Nous soumettons deux propositions au débat : - réformer la taxe professionnelle pour transformer et impôt local en outil

au service du développement économique et de l'emploi.

Les actifs des entreprises qui échappent à cette imposition étaient évalués à 949 Milliards de Francs en 1990, leur intégration dans les bases de la taxe professionnelle permettrait de tripler les prélèvements.

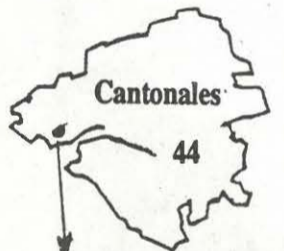
- alléger l'endettement des collectivités territoriales en mettant à contribution les fonds gérés par les compagnies d'assurances et les organismes bancaires. Diminuer les taux d'intérêts pour les ramener au taux d'inflation réel.

Enfin le désengagement financier de l'Etat qui représente pour la ville un manque à gagner de 36 Millions de Francs.

Voilà je pense un ensemble de raisons qui guideront le choix des électeurs le 20 Mars.

Dire Halte à la politique de Balladur,

Nous donner les moyens de mettre en œuvre une autre politique.



CANTON DE SAINT-NAZAIRE CENTRE

Du port à la campagne
CANDIDAT : Gérard RASTEL

St Nazaire Centre
Avec près de 16 000 inscrits dans une ville où le chômage dépasse les 19 %, c'est un canton étendu et découpé important puisqu'une partie de son territoire, avec le port, est tout à fait impliquée dans l'activité industrielle de la ville et la région.

Activité depuis longtemps remise en cause et dont le potentiel a été conservé par les luttes des salariés, luttes soutenues par les communistes depuis toujours.

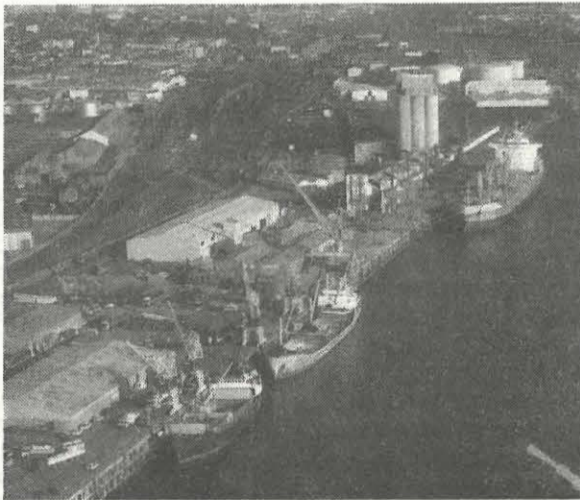
Par contre, la grande majorité des travailleurs n'habite pas le canton.

Ce potentiel industriel est représenté par deux grands secteurs d'activité, la construction navale et l'aéronautique, activités qui, comme beaucoup

d'autres sont menacées par les accords de Maastricht et le Gatt. Depuis 10 ans, maintenir l'activité des Chantiers cela n'a pas été facile.

Aujourd'hui les travailleurs sont en lutte pour la défense du service public et contre le gaspillage des deniers publics au niveau du port autonome, les ARNO se battent pour le maintien de la réparation navale, tout cela dans le cadre du remodelage de la société française par le gouvernement Balladur qui porte des coups sans précédent à notre société.

C'est dans ce contexte que vont se dérouler les élections cantonales du 20 mars, ce sera l'occasion de dire non à la politique de la droite et ouvrir des perspectives pour une



autre politique industrielle et économique.

Dans le canton, à Saint-Nazaire, il y a des atouts pour cela, l'industrialisation existante est une richesse que l'on doit non seulement sauvegarder, mais développer. Ne

serait-ce que pour parler de la construction navale, un besoin très très important existe au niveau national et international.

Suite aux différentes catastrophes écologiques, au trafic important de pétroliers, lié à l'activité de la raffinerie de Don-

ges, il est plus que jamais urgent de mettre en chantier des navires conçus différemment (doubles coques, double safran) et disposant des moyens de sécurité les plus modernes.

Cela représente des dizaines et des dizaines de milliers d'heures de travail.

La région, possède les hommes, la technologie, les équipements, pour répondre à la demande. Il est prévu que la capacité du port de Nantes Saint-Nazaire qui est le 4^e de France passe de 25 millions à 30 millions de tonnes d'ici à l'an 2000.

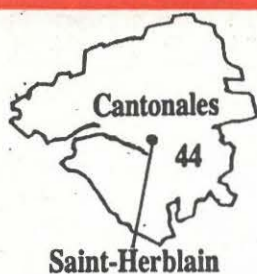
Face à ces besoins et au développement du trafic, il est nécessaire et important de conserver et développer la réparation navale.

Voir comment les ARNO sont obligés de se battre pour faire vivre et pérenniser une activité indissociable de la vie d'un grand port fait encore plus ressortir l'absurdité et le danger de continuer la politique actuelle.

La candidature de Gérard Rastel est faite pour rassembler les volontés de s'opposer radicalement à cette politique.

Elle est porteuse des luttes que les communistes de Saint-Nazaire ont toujours menées aux côtés des travailleurs.

Elle est faite pour apporter propositions et réflexions à débattre avec les travailleurs et la population. Elle est là pour porter l'espoir de tous ceux qui refusent le chômage, l'exclusion.



Saint-Herblain

SAINT-HERBLAIN OUEST :

Un canton important dans la 3^e ville du département

Notre candidat Serge PLISSONNEAU a souhaité attirer l'attention sur deux points sensibles de son canton.

La sécurité : aujourd'hui, alors que la crise s'aggrave dans tous les domaines, notamment le chômage, l'insécurité préoccupe des millions de gens. Le fléau de la délinquance, révélateur d'un mal-vivre frappe particulièrement les grandes villes et leurs banlieues.

Saint-Herblain n'échappe pas à ces réalités : 17 % de la population est au chômage alors que 30 % a moins de 20 ans.

Une étude comparative de 1992 à 1993 fait apparaître un accroissement inquiétant d'attaques et d'agressions diverses au sillon (+ 11,9 %), La Bernardière (+ 12,5 %), La Harlière (+ 17,2 %), au Bourg (+ 23,5 %).

Face à cette situation, au mécontentement

exprimé par des Herbliinois, nous ne pensons pas que la solution réside dans le recrutement de jeunes CES parcourant la ville en scooter jusqu'à minuit par équipe avec radios et bombes d'auto-défense.

Sans compter le risque qu'ils se retrouvent confrontés à une bande de délinquants « expérimentés ».

C'est faire exécuter la mission de la Police Nationale par des jeunes sous payés (2500 F par mois !!).

Saint-Herblain se distingue d'ailleurs particulièrement sur ce terrain avec plus de 100 CES pour 650 salariés à la municipalité.

Il faut stopper cette politique démagogique, les petits boulots ne



débouchent sur aucun avenir.

Nous avons d'autres ambitions pour la jeunesse.

Sur le plan de la sécurité, les communistes ont d'autres ambitions qui, comme toutes les propositions n'auront de réelles valeurs que si tous les intéressés en débattent, décident et interviennent sur les choix de gestion.

Nous pensons qu'il faut prendre le mal à la racine, c'est-à-dire développer une politique alliant pré-

vention, protection, dissuasion.

Ceci implique une utilisation démocratique de la force publique (Police et Gendarmerie).

Il faut une véritable prévention sociale avec des animateurs sociaux en nombre suffisant afin de prendre en compte les besoins de la population en matière d'intégration et de dialogue entre générations.

Le chômage : c'est le deuxième point. Tout le monde ou presque,

s'accorde aujourd'hui à reconnaître le lien étroit entre la délinquance et l'accroissement du chômage, le manque de perspectives des jeunes, l'inadaptation du système scolaire.

Or Saint-Herblain est gravement touché avec 17 % de chômeurs, de l'Electro-Navale à Chantelle en passant par Ribrac, Mancour, Defontaine, Waterman, Alcatel CIT, SFCMM, le potentiel industriel est fondamentalement remis en cause.

Cette casse industrielle, cette hémorragie d'emploi pour la seule loi du profit du grand patronat est intolérable.

Le cas de Chantelle illustre bien ce scandale. La délocalisation du groupe a commencé en 1982 par la création d'une usine à Tunis : Chantunis. Aujourd'hui, c'est le site de Saint-Herblain qui est

menacé alors que les profits réalisés sont importants.

Les luttes ont amené l'Inspection du travail à faire un procès verbal de carence.

Depuis des années ce sont des milliards de fonds publics qui se sont donnés aux entreprises sans contrôle, ce qui ruine le pays, la région et le canton.

Nous avons d'autres ambitions.

S'attaquer au chômage, c'est attaquer les racines de tous les maux.

Nous avons un ensemble de propositions concernant l'emploi, les délocalisations, la diminution du temps de travail, l'augmentation des salaires.

Nous sommes prêts à apporter nos réflexions, à en débattre avec tous les partenaires de la cité, du département.

C'est le sens de cette candidature.

ÉCOLE : L'HEURE DE VÉRITÉ

Des milliers de parents, d'enseignants, se sont rassemblés le 19 février devant la préfecture à l'appel du collectif pour le service public et laïque de l'éducation nationale.

Cette manifestation unitaire, où les parents étaient très nombreux, montre bien, après celle du 16 janvier qui avait rassemblé un million de personnes à Paris, la nécessité des luttes et du rassemblement populaire pour faire reculer le pouvoir ; en effet malgré la pression du 16 janvier, rien n'a été obtenu.

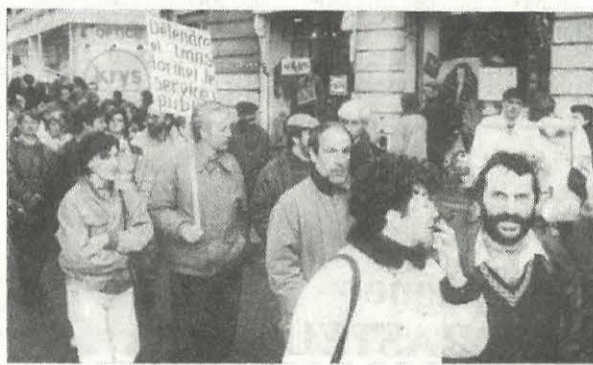
Au niveau départemental les collèges dépendent du conseil général dont 29 élus seront renouvelés lors du scrutin des cantonales le 20 Mars 94.

Les lycées dépendent du conseil régional qui finance en toute illégalité le privé à hauteur de 40 %.

Les parents et enseignants en ont assez ; l'avenir de la jeunesse est trop important, jamais nous ne serons trop exigeants pour elle ; l'école doit être la priorité des priorités.

Dans l'académie trop de communes rurales se retrouvent sans école publique, c'est inadmissible.

Dans le même temps, le gouvernement a la volonté de démanteler la formation professionnelle en faisant disparaître la notion de qualification au profit de celle d'apprentissage.



Il dévalorise ainsi la formation initiale en la mettant en concurrence avec l'apprentissage.

Ainsi le patronat, une fois par l'intermédiaire du gouvernement et une fois avec la taxe professionnelle accordée en priorité au privé, remet en cause l'école publique.

Pour information, répartition de la taxe d'apprentissage :

Privé hors contrat : 8377 F par élève
Privé sous contrat : 1577 F par élève
Public : 632 F par élève

Février est une période charnière, c'est en ce moment que se décide la rentrée prochaine.

Or : 59 postes d'instituteurs vont être supprimés dans l'académie, bien que les effectifs des maternelles soient inchangés et l'accueil des plus jeunes pas satisfaisant. Les remplacements pour congés formation ne sont pas suffisamment assurés.

Dans les établissements secondaires de l'académie pour avoir des classes avec un maximum de 30 élèves en lycée, 25 en collège, ce sont 1500 postes de titulaires qui sont à créer.

(Enseignants, documentalistes, ATOSS, surveillants, etc...).

Enfin, face aux enjeux de formation situés au niveau du secondaire du post bac et de l'université, la délégation qui a été reçue à la préfecture a rappelé les exigences départementales.

- un collectif budgétaire pour la rentrée 1994-1995.
- une loi de programmation pour les années à venir qui permette au service public d'assumer sa mission d'école pour tous.

Après avoir défilé dans la ville, les manifestants se sont séparés en se promettant de rester mobilisés et vigilants pour assurer la défense de l'école publique.

L'ÉCOLE ET LES CANTONALES

Pour le Parti Communiste Français, la défense de l'école publique, laïque est un combat permanent ; en effet, l'histoire de l'école laïque en France n'est pas séparable de l'histoire de la République. Elle fait partie de l'exceptionnalité française.

Or actuellement, l'orientation la plus étroite et le contrôle le plus direct de la formation, sont devenus un des objectifs majeurs, un des axes essentiels du remodelage de la société française.

Cela fait partie du rôle imparté au gouvernement Balladur, accélérer la mise en place d'un système de formation répondant à ces exigences :

- priorité à l'apprentissage tel que le conçoit le patronat
- financement des établissements privés par les collectivités locales sans leur en donner les moyens.
- déréglementation de l'université
- désengagement de l'Etat
- restriction des crédits publics

et mettre ainsi en place un système scolaire dual et concurrentiel.

Pour nous, l'enseignement ne doit pas être au service de l'idéologie dominante ni censurer les idées de progrès. Assurer la réussite de chacun suppose d'impulser une action permanente et multiforme, des équipements adaptés, des personnes très qualifiées, plus nombreux.



Plus les sciences et technologies se développent, plus grandit la complexité des rapports humains, de la société, plus l'intervention humaine supposant connaissance et capacité à anticiper sur les événements est déterminante.

Un investissement sans précédent dans l'éducation et la formation est nécessaire. Il convient d'opérer une rénovation de notre système éducatif de formation initiale et continue, faisant du droit à la formation réussie pour tous une priorité nationale.

Dans un premier temps,

consacrer 5 % des richesses produites (PIB) à l'éducation nationale dont le budget stagne à 3,6 % depuis de nombreuses années, en prélevant sur celui du surarmement nucléaire serait la dote de 70 Milliards de Francs supplémentaires.

Le 20 Mars, voter pour les candidats communistes, ce sera dire NON à la politique du gouvernement Balladur et se donner les moyens de mettre en œuvre une autre politique pour un service public renouvelé, une école pour tous, laïque, gratuite, dispensant un enseignement de qualité.



La lutte des ARNO

Dans le cadre de la lutte des portuaires pour le maintien et le développement des activités du port Nantes Saint-Nazaire, nous avons rencontré Loïc Vallée secrétaire du syndicat CGT des ARNO.

NLA - Loïc Vallée comment se pose le problème des ARNO ?

Loïc Vallée : Les ARNO représente 80 salariés, 60 ouvriers, 20 techniciens, cadres, agents de maîtrise.

L'entreprise a déposé son bilan en novembre 93 ; nous sentons de la part du gouvernement la volonté de supprimer les ARNO, donc la réparation navale à Saint-Nazaire. NLA - **Donc au niveau du port, une volonté de casser le service public, quels sont les arguments ?**

Loïc Vallée : Les arguments sont partout les mêmes : on découpe en tranches, on isole les activités et ensuite on parle rentabilité !

80 emplois ça pèse quand même lourd dans la balance surtout que notre lutte est en prise directe avec celle des salariés du port autonome, 720 personnes.

Face à cela l'argument avancé est la délocalisation des activités vers des pays à salaires inférieurs. Cela est inadmissible et risque de coûter très cher sans parler des 10 millions de fonds publics investis il y a 1 an.

Pour nous rien ne peut justifier ces décisions.

Premièrement nous pensons qu'il y a un mauvais management de la Direction.

Deuxièmement la Société Synargos, société privée attendait la liquidation pour

reprandre les matériels et quelques personnes.

En dehors du bradage du service public, cette société n'a ni les moyens ni la volonté de continuer notre activité.

NLA - Mais alors vous, vos arguments ?

Loïc Vallée : La réparation est, il est vrai, une activité à fort taux de main-d'œuvre. Mais d'un autre côté la réparation, rapide et sur place présente un énorme intérêt et ça, ça se négocie.

Le port de Nantes Saint-Nazaire est quand même le 4^e port de France avec une activité importante :

2000 navires par an, 25 millions de tonnes de fret

La suppression de la réparation comme elle est envisagée, les manœuvres pour la reprise par le privé des matériels, de quelques marchés particulièrement intéressants, la possibilité pour le privé d'obtenir des subventions, tout cela est véritablement scandaleux !

Notre carnet de commandes est plein, nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire.

Nous avons écrit au Sous-Préfet, au Député, au Président de la Chambre de Commerce, nous n'avons reçu aucune réponse.

Notre lutte continue, elle s'inscrit dans le développement ou la remise en cause du port.

HALTE AUX COUPURES D'ÉLECTRICITÉ

Jean-Louis Le Corre, maire de Trignac s'adresse au Directeur d'Electricité de France - Gaz de France, à Monsieur le Préfet, au Sous-Préfet.

Monsieur le Directeur, A nouveau mon attention a été appelée sur la situation dans laquelle se trouvent placés les habitants de notre commune en situation d'exclusion pour un certain nombre d'entre elles bénéficiant soit du RMI soit d'aides spécifiques de la commune de TRIGNAC.

Les décisions qui interviennent en matière de coupure d'énergie par EDF pour non règlement de factures ne peuvent en aucun cas répondre aux préoccupations évoquées tant par le Gouverne-

ment que par les Elus de notre Département.

En effet, lors de la réunion sur le Financement du FSL j'ai eu l'occasion de rappeler la nécessité de la signature de la Convention Précarité Pauvreté avec EDF afin de permettre une juste appréciation des consommations et d'étudier les possibilités de venir en aide à toutes ces familles en situation difficile.

A nouveau je me permets de m'étonner d'une disposition qui tend à, non seulement interrompre la fourni-

ture d'énergie mais en plus à procéder à la résiliation du contrat d'abonnement et à la dépose du compteur en cas de non règlement de la dette.

Je m'élève avec force contre de telles décisions que je ne peux me résoudre à accepter et vous demande de bien vouloir surseoir à toutes décisions dans l'attente de la mise en place de la Convention Précarité Pauvreté.

Je souhaite que les Services de l'EDF de Saint-Nazaire prennent contact avec nous pour examiner

l'ensemble des problèmes posés.

Les familles concernées ayant seulement 5 jours pour trouver des réponses, week-end compris, je vous demande de me tenir informé de toutes dispositions utiles que vous ne manquerez pas de prendre en la matière.

Vous en remerciant par avance,

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Trignac, 7 février 1994

INFOS-BREVES

Finances locales

Une manifestation a été organisée par les maires de la région de Saint-Nazaire, devant la Préfecture le jeudi 24 février 1994 à 18 heures.

Cette manifestation avait pour but de protester contre la politique gouvernementale qui opère des transferts de compétence sans les accompagner des moyens financiers.

De nombreux élus ont répondu à cet appel qui a reçu le soutien d'associations et de la population.

Cet appel était signé par :

La Fédération des Elus Socialistes et Républicains et par l'Association Départementale des Elus Communistes et Républicains.

Ecole

Suite à l'appel du 16 février 1994, lancé par la Fédération du P.C.F. de Loire-Atlantique, à soutenir la manifestation du 19 février, pour la défense du service public d'enseignement et réclamer des moyens pour qu'il assume son rôle d'école pour tous.

De nombreux militants et sympathisants communistes (parents ou enseignants), ont participé à cette manifestation unitaire.

La paix ça se gagne

Pour la paix dans l'ex-Yougoslavie, le 10 février 1994, à l'initiative du P.C.F. des délégations comprenant : la J.C. - U.E.C. - la C.G.T. - U.F.F. - A.E.C., se sont rendues à la préfecture de Nantes, dont l'accès était barré par les C.R.S.

Une délégation a été reçue et a remis une adresse au Président de la République pour exiger :

- l'arrêt immédiat des combats,
- un réel embargo sur les armes destinées à toutes les parties, ceci sous la responsabilité des Nations Unies,
- le règlement pacifique et négocié du conflit.

C'est la paix qu'il faut préparer et non des plans de bataille.



SARL POMPES FUNEBRES ATLANTIQUE

Patrick LE ROGNON

24 H sur 24 - 7 jours sur 7

40.01.86.88

- Organisation complète d'obsèques
- Démarches évitées aux familles
- Possibilité d'accès à la chambre funéraire
- Soins de conservation
- Transport de corps avant et après mise en bière
- Contrat obsèques
- Tiers payant Mutualiste conventionné par Loire-Atlantique Mutualité

ST-NAZAIRE

5, Place F. Blancho

40.01.86.88

GUERANDE

16, rue du Pavé de Beaulieu

40.62.03.36

TRIGNAC

Amarilys

40.01.86.88

LA BAULE

Av. des Ibis

Av. des Pétrels

40.11.07.84

OUEST

MARBRERIE



MONUMENTS - CAVEAUX
GRAVURE - PLAQUES
VASES-FLEURS ARTIFICIELLES
SABLAGE

Monuments Granit du Tarn
à partir de 6 000 F TTC
pose comprise

48, RUE DE LA PAIX ET DES ARTS

44600 SAINT-NAZAIRE

☎ 40.01.88.97

26, RUE DE LA COTE D'AMOUR

ST-LYPHARD

☎ 40.91.30.75

VENEZ NOMBREUX

Les communistes de Saint-Herblain, vous invitent cordialement à leur banquet le :

SAMEDI 26 FÉVRIER 1994 à 19 h 30, Salle des Noelles Tesseries, Bourg de SAINT HERBLAIN.

Avec la participation de Serge **PLISSONNEAU** Conseiller Municipal candidat aux cantonales.

Dîner : adultes : 35 F ; enfants plus de 10 ans : 20 F.
LOTO

Inscriptions : Bernadette Fleurance, 20, rue de l'école, tél. : 40.43.53.93.

Sortie prochaine du livre « Mémoires de Liberté » « Raconte Pierre » par l'AREMORS

Dans ce livre, Pierre Mahé, un vétéran de 80 ans, qui vient de reprendre sa 62^e carte, parle :

- Des métiers qu'il a exercés
- Des prisons qu'il a connues
- De ses cinq tentatives d'évasion (la 5^e réussira)
- De son drôle de voyage de noce
- De sa vie militante

Un livre d'espoir, de courage, un livre fort, drôle, émouvant, passionnant.

Le livre est actuellement en souscription au prix de 75 F plus 12 F de frais de port à : AREMORS - salle n° 13 - Maison du peuple, 44600 Saint Herblain.
A sa sortie, le livre coûtera 90 F.

INFOS-BREVES

P.C.F. : soutien aux marins pêcheurs

Dans une déclaration, la Fédération du Parti Communiste Français porte un jugement sévère sur le refus d'Edouard Balladur et du gouvernement de réouvrir les négociations avec les marins pêcheurs.

Pour le P.C.F., la profession vit une crise extrême. Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est la survie des activités de pêche maritime française.

La France, dans sa filière de pêche, serait une France mutilée, amoindrie, totalement dépendante de l'étranger. La pêche fait partie du patrimoine économique et historique de notre pays et tout doit être fait pour la sauver.

Il faut que la France déclenche au niveau européen la clause de sauvegarde afin de faire cesser les importations extracomunitaires à des prix de dumping.

Il faut fixer des prix minima garantis permettant de rémunérer justement le travail des marins pêcheurs.

Il faut que l'Etat prenne des dispositions concernant les réaménagements des emprunts afin d'aider les trésoreries des marins pêcheurs.

Ce n'est pas en s'opposant à toute nouvelle négociation que l'on règle le problème ; au contraire, on risque d'aggraver une situation déjà précaire et difficilement soutenable pour la profession.

La Fédération du P.C.F. de LOIRE-ATLANTIQUE renouvelle son soutien le plus total aux marins pêcheurs et exige que le gouvernement ouvre de nouvelles négociations.

NANTES, le 15 février 1994

avec **l'Humanité**

Les idées neuves au quotidien

Abonnez-vous

le 1^{er} mois de lecture gratuit, plus le calendrier 94 de « l'Humanité »

120 F par mois les mois suivants en remplissant l'autorisation de prélèvement ci-contre.

N° d'émetteur BANQUE 00 1228 C.C.P. 071464 ORGANISME CRÉANCIER : BANQUE NATIONALE DE PARIS, agence de Paris, 6, boulevard Anatole-France 93200 SAINT-DENIS - Pour le compte de : 5^{ème} nouvelle du journal « l'Humanité » - 32, rue Jean-Jaurès - Saint-Denis CEDEX 93528.

Où j'autorise le prélèvement sur mon compte des ordres établis à mon nom présentés par la BNP pour le compte de « l'Humanité ». J'ai bien noté que je pouvais à tout moment résilier mon abonnement, et donc interrompre ce paiement.

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER : Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal _____ Localité _____

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER (voir relevé d'identité bancaire)

Code Banque _____ Code guichet _____

N° de compte _____ Clé RIB _____

N'oubliez pas de dater et signer cette autorisation. A retourner à « l'Humanité », 32, rue Jean-Jaurès, 93528 Saint-Denis CEDEX.

Date : _____ Signature : _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

NÉCROLOGIE

Notre camarade Hélène DANART, trésorière de la section des 3 Rivières, vient de décéder.

Hélène est née en 1921 à LAUNAY DE BEIX.

Toute sa vie sera liée à la lutte, elle est recherchée pendant l'occupation ALlemande pour ses activités résistantes.

A 24 ans, militante C.G.T., elle est secrétaire Départementale, chargée de la main-d'œuvre féminine de la Sarthe.

En 1952, elle adhère au Parti Communiste, consciente du besoin de donner une issue politique aux luttes. Elle y assumera ses responsabilités jusqu'à ses derniers instants.

Hélène a toujours su faire preuve de courage, respectueuse des autres, elle avait cette fraternité qui rassemble.

OCEANE T.P.

40 56 49 49



DÉMOLITIONS TRAVAUX PUBLICS



Siège social :

Z.I. La Croix Blanche

44260 MALVILLE

Tél. 40.56.49.49 (Ilignes groupées)

Fax 40.56.47.25

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE »

S.A.R.L. au capital de 50.000 F

Siège social : 41, rue des Olivettes - 44000 Nantes

R.C.S. Nantes - N° SIRET 32151228700012 - Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Maurice ROCHER - Rédacteur en chef : Jean-Claude SALOMON

Associée à parts égales :

MM. M. ROCHER, M. PRODEAU, J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS

PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36 - RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28

TÉLÉCOPIE : 40.48.85.78

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie

85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406 - 85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

Votre voiture a plus de 10 ans ?

RENAULT VOUS OFFRE
jusqu'à

7000 F

en plus des 5000 F
de l'aide gouvernementale.

Jusqu'au 28 février, pour tout achat d'un véhicule neuf, livrable dans le cadre de l'aide de l'Etat prévue pour le retrait de la circulation des véhicules de plus de 10 ans, RENAULT vous offre en plus des 5000 F annoncés pour cette aide, jusqu'à 7000 F selon les modèles ; soit pour vous une économie pouvant atteindre 12000 F. Débarrasser les routes des voitures de plus de 10 ans, c'est un progrès qui va dans le sens des voitures à vivre.

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 70 35 07



RENAULT